

Pourquoi un revenu minimum garanti?

– Notre perspective¹ –

Le Canada est un pays démocratique caractérisé par la richesse de ses ressources, sa diversité culturelle et sa volonté de promouvoir les droits de la personne. Malgré cela, beaucoup trop nombreux sont les Canadiens qui ne bénéficient pas d'une protection égale, d'un accès équitable aux ressources, ni de l'égalité des chances. Il en résulte une société moins juste, moins équitable et moins cohésive, où les efforts portent davantage sur la réaction aux préjudices et aux problèmes que sur des démarches visant à prévenir et à éliminer les inégalités et la discrimination de manière proactive.

Nous considérons le revenu minimum garanti comme une composante d'un système de mieux-être économique, sanitaire et social solide, adapté et complet, comprenant des stratégies en matière de logement, de garde d'enfants, d'éducation, de médicaments, ainsi que de soins dentaires et de santé mentale accessibles à tous. Ces mesures doivent être appliquées conjointement pour promouvoir et refléter les principes d'administration publique et de responsabilisation, d'accessibilité universelle, d'intégralité concernant la satisfaction des besoins essentiels et de transférabilité pendant les absences de courte durée de la province ou du territoire d'origine de la personne².

Le présent document définit le revenu minimum garanti et les objectifs que le revenu en question devrait permettre d'atteindre, et trace le tableau de ce que pourrait être dans la pratique un programme de revenu minimum garanti. Il abordera également nos réponses à quelques questions et malentendus courants liés au revenu minimum garanti.

Le concept de revenu minimum garanti prend racine dans les valeurs d'équité, d'égalité et de dignité pour tous et doit être développé pour servir les objectifs suivants :

- **Accessibilité universelle** : garantir la capacité ou les occasions aux personnes, lorsqu'elles en ont besoin, d'accéder aux ressources et aux services en supprimant les obstacles financiers et autres.
- **Égalité réelle** : s'assurer que la législation, les politiques et les pratiques répondent et satisfont aux besoins et intérêts divers de tous afin que tous les particuliers et les groupes aient accès aux ressources et aux occasions nécessaires et ne subissent pas de traitement discriminatoire. L'attention se porte sur l'élimination et la réparation des préjudices causés par la discrimination et les inégalités plutôt que sur la simple réaction aux situations qui en découlent.

Égalité réelle : combler les écarts

La pauvreté au Canada

Malgré l'existence d'un large éventail de filets de sécurité dans les domaines sociaux, économiques et sanitaires, de nombreux Canadiens passent à travers les mailles du filet.

¹ Bureau de Kim Pate, sénatrice indépendante.

² Voir p. ex. la *Loi canadienne sur la santé*, L.R.C. (1985), ch. C-6, art. 7, <https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/c-6/page-1.html>.

Pour beaucoup d'entre eux, les programmes de soutien du revenu ainsi que la complexité des règles et des conditions pour y accéder peuvent donner l'impression que le soutien est plus « un fil » qu'un filet de sécurité. En 2018, 10,3 % des personnes de 18 à 64 ans et 8,7 % des personnes de moins de 18 ans vivaient sous le seuil de pauvreté au Canada³. Ces chiffres cachent l'alarmante réalité que vivent les enfants autochtones. À l'heure actuelle, 47 % des enfants des Premières Nations vivent dans la pauvreté et le taux atteint 53 % pour ceux qui vivent dans les réserves, soit le taux le plus élevé au Canada et trois fois le taux national⁴.

L'aide sociale actuelle ne parvient pas à apporter un soutien adéquat

Les niveaux provinciaux et territoriaux d'aide sociale en vigueur sont totalement inadéquats.

Trop souvent, les mesures de lutte contre la pauvreté consistent à faire passer les gens au-dessus du « seuil de la pauvreté » sans tenir compte de leurs effets sur la qualité de vie substantielle. Dans le cas de la mesure du panier de consommation (MPC), on n'a pas tenu compte des habitants des collectivités rurales et éloignées, y compris de nombreuses communautés autochtones, et cette mesure n'est pas mise à jour assez rapidement pour refléter les coûts de la vie. En outre, on sous-estime généralement le niveau de pauvreté et l'argent que les particuliers doivent avoir pour parvenir à une égalité réelle, satisfaire leurs besoins les plus élémentaires, échapper à la pauvreté ainsi que participer à la vie sociale et économique. Certains recommandent l'utilisation de la mesure de faible revenu de la famille provenant du recensement.

Une personne seule à Toronto ne bénéficiant que de l'aide sociale, du crédit pour la taxe sur les produits et services et des crédits d'impôt provinciaux disposerait d'un revenu annuel de 9 646 \$. Le montant de ce revenu ne représente que 45 % du seuil de pauvreté pour Toronto, calculé selon les mesures de la pauvreté fondées sur un panier de consommation, qui s'élève à 21 207 \$⁵. Les programmes d'aide sociale de l'Ontario comportent plus de 800 règles, 240 taux de prestations, 50 taux de prestations pour enfants et plus de 30 prestations spécialisées supplémentaires; les demandeurs font donc face à une incertitude insoutenable étant donné que le montant de leurs prestations peut fluctuer d'un mois à l'autre⁶. Les limites d'actifs, les documents exigés concernant le travail, entre autres, et le taux rapide de réduction des prestations obligent les personnes à faible revenu à prouver constamment qu'elles méritent moralement toute aide, aussi inadéquate soit-elle.

³ Les chiffres de Statistique Canada pour 2018 ont été calculés en fonction du coût de la vie en 2008. Le recours à ces mesures périmées ne rend pas compte, de manière réaliste, de l'augmentation du coût de la vie en 2018. Par conséquent, si on tient compte du coût de la vie en 2018, le nombre de personnes vivant sous le seuil de pauvreté est en réalité supérieur à quatre millions. Cela est attribuable, en grande partie, à l'augmentation du coût du logement entre 2008 et 2018. Pour obtenir de plus amples renseignements : Jolson Lim, « Poverty Rate Sees Decline, as StatCan Set to Move to Redrawn Poverty Line », *iPolitics*, 24 février 2020, <https://ipolitics.ca/2020/02/24/poverty-rate-sees-decline-as-statcan-set-to-move-to-redrawn-poverty-line/>.

⁴ APTN National News, *Half of First Nations Children on Reserve Live in Poverty, New Study Says*, 9 juillet 2019, <https://www.aptnnews.ca/national-news/half-of-first-nations-children-on-reserve-live-in-poverty-new-study-says/>.

⁵ Maytree, *Welfare Incomes: Ontario*, novembre 2019.

⁶ Munir A. Sheikh, *Report Of The Commission For The Review Of Social Assistance In Ontario: Taking Stock Two Years Later*.

Il existe des lacunes de longue date dans les soutiens sociaux, et c'est pourquoi nous considérons essentiel d'explorer le système de Transfert canadien en matière de programmes sociaux et les objectifs minimaux que l'on pourrait établir pour l'éradication de la pauvreté en relation avec les paiements de transfert, dans le cadre de la discussion plus vaste au sujet du revenu minimum garanti.

Revenu minimum garanti : transferts inconditionnels et critère du revenu

Un revenu minimum garanti favorise une égalité réelle en accordant un montant de revenu suffisant pour créer des occasions de sortir les personnes de la pauvreté. Le caractère inconditionnel des transferts de fonds supprimerait également le « découragement, le refus et le retard » auxquels font face les demandeurs lorsqu'ils essaient de bénéficier de l'aide sociale⁷. Plutôt que de se servir de l'examen des « moyens » ou des « besoins », processus complexe, onéreux et trop souvent subjectif et appliqué arbitrairement par les programmes d'aide sociale, on pourrait avoir recours au revenu minimum garanti qui mettrait l'accent sur le critère du revenu. Les méthodes actuelles placent la barre sous les seuils de pauvreté et ont tendance à s'appuyer sur l'exercice normé de la discrétion pour permettre aux travailleurs sociaux de juger des besoins ou des droits des personnes⁸.

Accessibilité universelle : approche progressive et inclusive

Formes actuelles de revenu minimum garanti : Allocation canadienne pour enfants (ACE), Sécurité de la vieillesse (SV), Supplément de revenu garanti (SRG) et Prestation canadienne d'urgence (PCU)

Au Canada, il existe déjà certaines formes de soutien destinées aux aînés et aux enfants du même type que le revenu minimum garanti. Ces dernières accordent un revenu aux personnes au moment où elles en ont le plus besoin et le réduisent progressivement à mesure que les autres revenus augmentent. Un trop grand nombre de personnes luttent toujours pour survivre, mais ces programmes peuvent s'avérer efficaces et essentiels à bon nombre de personnes, ce qui démontre le potentiel des mesures de revenu minimum garanti.

La SV est accordée à tous les aînés, peu importe leur niveau de revenu. En tant que complément, le SRG est accordé à tout aîné dont les revenus se trouvent en dessous d'un certain niveau. C'est en grande partie grâce à ces types de revenus de subsistance garantis que moins de 3,9 % des aînés au Canada sont maintenant considérés comme vivant sous le seuil de pauvreté⁹. L'ACE procure aux familles avec enfants une forme de revenu

⁷ Bruce Wallace et coll., [Denied Assistance: Closing the Front Door on Welfare in BC](#), Centre canadien de politiques alternatives, mars 2006, p. 29 [TRADUCTION].

⁸ Dans le passé, les décideurs et les chercheurs se sont reposés sur des examens fondés sur les besoins et des règles complexes basés sur des critères inflexibles envers les populations pauvres. Cela a rendu d'autant plus difficile de parvenir à l'égalité réelle au moyen de l'aide sociale, en particulier pour les peuples des Premières Nations, les Métis et les Inuits : Gérard Duhaime et Roberson Édouard, « [Monetary Poverty in Inuit Nunangat](#) », *Arctic Journal*, 2015, vol. 68, n° 2, p. 223.

⁹ « [StatsCan Data for 2017 Shows Poverty Is Declining — Especially for Children](#) », CBC, février 2019.

minimum garanti pour couvrir les frais occasionnés pour élever des enfants. Sans l'existence du programme d'ACE ou de toutes les autres prestations fédérales pour enfants, on estime que les familles de 588 000 enfants vivraient sous le seuil de pauvreté et que 750 000 enfants supplémentaires vivraient dans des familles dont les revenus sont inférieurs à 20 000 \$¹⁰.

La PCU accorde des paiements mensuels à ceux qui ont perdu leur revenu d'emploi en raison du confinement causé par la pandémie de COVID-19. La PCU ne constitue pas un revenu minimum garanti parce que son versement dépend des revenus antérieurs et qu'elle a été conçue pour une durée limitée. Cependant, elle démontre que le gouvernement fédéral est en mesure de fournir des revenus de base par l'intermédiaire de l'Agence canadienne du revenu à l'échelle nationale et de s'adapter rapidement au besoin; c'est une question de volonté politique.

Revenu minimum garanti proposé : accès universel

Pour le revenu minimum garanti, on pourrait se servir de la même méthode progressive que le SRG et l'ACE, appelée parfois la méthode de l'impôt négatif ou du revenu minimum garanti pour promouvoir l'accessibilité universelle aux programmes de sécurité du revenu. Lorsqu'une personne ou une famille ne dispose pas de revenu provenant d'autres sources, elle recevra la prestation maximale (montant garanti). À mesure que les gains ou les revenus provenant d'autres sources augmentent, le montant garanti est réduit par un taux de récupération fiscale proposé par dollar reçu. Cette méthode ne nécessite pas l'envoi de chèques à chaque Canadien, ce qui permet d'éviter ainsi les coûts initiaux importants d'un modèle de subvention démographique universelle de revenu de base et la difficulté de récupérer par la fiscalité les paiements versés aux ménages riches. Cette vision du revenu minimum garanti est universelle en ce sens que tous appartiennent au même système dont les prestations sont universellement accessibles à ceux dont le revenu est inférieur à un certain niveau. Ce système est similaire au système de soins de santé universel du Canada qui nous procure à tous un accès à différents niveaux de soins en fonction de nos besoins.

Aller de l'avant : convertir les principes en pratiques

Le revenu minimum garanti existe depuis longtemps au Canada. Au cours des 50 dernières années, le gouvernement l'a étudié, modélisé, débattu et mis à l'essai. Il en résulte une base solide pour la mise en œuvre d'une initiative nationale de revenu garanti comme réalité imminente, commode et réalisable sur le plan économique.

Soutien historique en faveur du revenu minimum garanti au Canada

Depuis des décennies, les décideurs ont considéré le revenu minimum garanti comme une solution aux problèmes de pauvreté et d'inégalité au Canada. Dans le sens des recommandations antérieures formulées par la Commission royale d'enquête sur la situation

¹⁰ Canadian Centre for Economic Analysis, [Economic Contribution of the Canada Child Benefit : A Basic Income Guarantee for Canadian Families with Children](#), septembre 2019.

de la femme au Canada et la Commission Castonguay-Nepveu¹¹, le Comité spécial du Sénat sur la pauvreté recommandait en 1971 le revenu annuel garanti comme première mesure nécessaire dans la guerre contre la pauvreté¹². Cette proposition a donné lieu au lancement d'un projet pilote de revenu annuel garanti sur cinq ans en 1974 au Manitoba.

Baptisée « Projet Mincome », cette expérience de revenu a eu des résultats positifs pour l'éducation, l'emploi, la participation communautaire et la santé¹³. En 1985, la Commission royale d'enquête sur l'union économique et les perspectives de développement du Canada a déclaré qu'un régime universel de sécurité du revenu « sera la pierre angulaire des programmes de sécurité sociale au siècle prochain¹⁴ ». Le projet pilote en Ontario en 2016 a ravivé l'intérêt pour le revenu minimum garanti¹⁵ et a permis de constater des améliorations presque immédiates sur le plan de la santé, du bien-être, de l'éducation et du travail des bénéficiaires¹⁶.

Entre-temps, deux moyens existants de revenu minimum garanti, l'ACE pour les familles avec enfants et le système de la SV et du SRG pour les aînés, démontrent quotidiennement leur efficacité à fournir une aide à tous les Canadiens de manières qui profitent à l'ensemble de l'économie et de la société.

Un programme, pas un projet-pilote

Les nombreux renseignements, données et expériences dont nous bénéficions déjà en matière de revenu minimum garanti signifient que nous avons peu à gagner à mettre sur pied un autre projet-pilote ou à réaliser une autre expérience. Avec tous ces gens qui ont un besoin urgent et que les mesures existantes de filet social n'aident pas, nous croyons qu'il est temps de s'engager dans un programme national de revenu minimum garanti.

De nombreux commentateurs reconnaissent que la mise en œuvre d'un programme de revenu minimum garanti sera un processus complexe qui pourrait exiger une évolution des approches ou certains correctifs au fur et à mesure de sa mise en place. Toutefois, on doit garder à l'esprit que ce potentiel de complexité n'a rien de propre au revenu minimum garanti : il serait inhérent à tous les changements importants de politiques, y compris toute autre réforme de l'aide sociale ou de l'assurance-emploi. Il faut éviter que le spectre possible de la complexité devienne un obstacle à la mise en place d'un revenu minimum garanti. Comme nous le dicte l'expérience du Canada à l'égard de la PCU, nous disposons de la capacité nécessaire et de l'infrastructure suffisante pour mettre en œuvre rapidement

¹¹ Margot Young et James P Mulvale, [Possibilities and Prospects: The Debate over a Guaranteed Income](#), Centre canadien de politiques alternatives, novembre 2009, p. 12 à 16 [DISPONIBLE EN ANGLAIS SEULEMENT].

¹² Canada, Comité sénatorial spécial sur la pauvreté, *La pauvreté au Canada : rapport sénatorial sur la pauvreté, seuil de la pauvreté*, 1971, p. xi.

¹³ Evelyn Forget, « [The Town with No Poverty: The Health Effects of a Canadian Guaranteed Annual Income Field Experiment](#) », *Analyse de politiques*, vol. 37, n° 3, 1^{er} octobre 2011.

¹⁴ Canada, Bureau du Conseil privé, [Rapport de la Commission royale d'enquête sur l'union économique et les perspectives de développement du Canada](#), 1985, vol. V, p. 826.

¹⁵ Bureau du directeur parlementaire du budget, [Établissement du coût d'un revenu de base garanti national à l'aide du modèle de revenu de base de l'Ontario](#), 17 avril 2018.

¹⁶ Dan Taekema, « [People Kept Working, Became Healthier While on Basic Income: Report](#) », *CBC News*, 5 mars 2020.

et efficacement des programmes de soutien du revenu dans le cadre du système fiscal, en les ajustant et en les améliorant en conséquence.

Modèle de revenu minimum garanti national

Nous sommes conscients qu'il existe de nombreuses définitions et permutations du revenu minimum garanti, et les opinions divergent donc largement quant à la façon d'aller de l'avant, si tant est que nous le fassions. C'est pourquoi nous tenons à préciser que, même si nous jugeons que, à l'égard du choix des approches, le gouvernement fédéral, les provinces, les territoires et les administrations autochtones doivent se consulter, nous considérons que les trois modèles suivants peuvent permettre de mettre en œuvre le type de revenu minimum garanti national que nous soutenons :

- le modèle de Projet-pilote de l'Ontario sur le revenu minimum garanti, conçu par Hugh Segal et dont le directeur parlementaire du budget a établi le coût¹⁷;
- l'option n° 1 du Réseau canadien pour le revenu garanti, énoncée dans le document *Revenu de base : options stratégiques pour le Canada*¹⁸;
- le modèle que préconisait l'ancien député Guy Caron dans son programme dans le cadre de la course à la direction du NPD de 2017¹⁹.

Ces trois modèles présentent certaines caractéristiques communes. Principalement, ils contribueraient à fournir un soutien plus important que celui offert par les programmes d'aide au revenu, lequel prendrait la forme d'un paiement financier calculé en pourcentage des mesures de faible revenu. En outre, les particuliers pourraient ainsi compléter ce montant par l'entremise de revenus d'emploi, avec réduction graduelle des montants du revenu minimum garanti en fonction de ces derniers (notamment, selon le modèle de l'Ontario, de 50 cents pour chaque dollar de revenu d'emploi gagné).

Ces trois modèles pourraient servir de base à un revenu minimum garanti national, mais nous souscrivons aux principes d'accessibilité et souhaitons offrir aux gens des occasions de se sortir de la pauvreté, plutôt que de nous attarder aux détails d'un modèle en particulier, compte tenu du fait notamment que certains aspects de leur conception et de leur exécution exigeront des consultations et des discussions plus poussées entre les principaux intervenants.

Coûts d'un revenu minimum garanti

L'établissement récent des coûts par le directeur parlementaire du budget (DPB) d'une version nationale du Projet-pilote de revenu de l'Ontario portant sur le revenu minimum

¹⁷ Ontario, [Archivée – Projet pilote portant sur le revenu de base](#), 8 avril 2019; Bureau du directeur parlementaire du budget, [Établissement du coût d'un revenu de base garanti national à l'aide du modèle de revenu de base de l'Ontario](#), 17 avril 2018.

¹⁸ Chandra Pasma et Sheila Regehr, [Revenu de base : options stratégiques pour le Canada](#), Réseau canadien pour le revenu garanti, 23 janvier 2020.

¹⁹ Guy Caron, « 1/ Il s'agit de mon deuxième fil de discussion sur le revenu de base, dans lequel je décris en plus amples détails les réactions que mon premier fil a suscitées. Dès le début, j'aurais dû préciser que je ne suis PAS intéressé par une version dogmatique, idéalisée et illusoire du revenu de base. Ce qui m'intéresse, c'est ce qui pourrait être adopté à court terme. » (Tweet, 19 mai 2020) : <https://twitter.com/GuyCaronNPD/status/1262872165898162177>.

garanti donne une idée du budget estimatif associé à un revenu minimum garanti²⁰. Celui-ci a estimé à 76 milliards de dollars pour la mise en place d'un tel revenu pendant une année typique. Dans le contexte de l'augmentation des taux de chômage résultant de la COVID-19, fournir la même forme de revenu minimum garanti pendant six mois pourrait coûter 47,5 milliards de dollars.²¹ Mais dans les deux cas, son coût réel serait beaucoup plus faible, en raison des économies proportionnelles suivantes.

- [Consolidation des crédits d'impôt et des programmes de soutien au revenu](#)

Le revenu minimum garanti devrait bonifier, et non pas remplacer, des programmes et des services tels que le logement, l'assurance-médicaments, les soins dentaires et de santé, les services de garde d'enfants, l'éducation et la rééducation professionnelle, ainsi que d'autres services spécialisés essentiels comme ceux destinés à aider les personnes handicapées ou souffrant de troubles du développement. Ces programmes contribuent à rendre accessibles et abordables certaines ressources et certains services; le soutien du revenu seul ne suffit pas, et peu de Canadiens ont les moyens de les payer eux-mêmes. Un revenu minimum garanti accordé aux personnes de 18 à 64 ans ne remplacerait pas les mesures telles que l'ACE, la SV ou le SRG et les autres aides financières fédérales accordées aux aînés ainsi qu'aux Autochtones. Toutefois, il pourrait englober les crédits d'impôt fédéraux et provinciaux et les prestations offertes aux ménages à faible revenu, les crédits qui profitent principalement aux Canadiens riches et la part de revenu des programmes d'aide sociale provinciaux. Les milliards dépensés pour ces programmes pourraient être réaffectés au revenu minimum garanti²².

Selon le directeur parlementaire du budget, l'intégration d'une seule de ces sources d'épargne – les programmes fédéraux de soutien au revenu et les mesures fiscales pour les personnes à faible revenu – réduirait son estimation du coût d'un revenu minimal garanti de 76 milliards de dollars à 44 milliards de dollars par an²³. Les coûts nets réels seraient probablement inférieurs de plusieurs dizaines de milliards, si l'on tient compte des économies liées aux crédits d'impôt fédéraux pour les Canadiens plus riches ainsi que des crédits d'impôt et des programmes d'aide sociale provinciaux et territoriaux.

Si la perspective d'une augmentation des impôts pour couvrir le coût d'un revenu minimum garanti reste un sujet controversé, il convient de rappeler que, dans de nombreux cas, les impôts perçus auprès des particuliers seraient essentiellement restitués aux contribuables actuels et potentiels sous la forme d'un revenu minimum garanti.

- [Consolidation des programmes de soutien du revenu en place](#)

L'élaboration de tout programme social devrait prendre en compte les effets et les avantages à long terme de sa mise en œuvre. Si on s'attaquait à l'insécurité financière à la

²⁰ Budget du directeur parlementaire du budget, [Établissement du coût d'un revenu de base garanti national à l'aide du modèle de revenu de base de l'Ontario](#), 17 avril 2018.

²¹ Budget du directeur parlementaire du budget, [Estimation des coûts liés à un revenu de base garanti pendant la pandémie de COVID-19](#), 7 juillet 2020.

²² Evelyn Forget, [Do We Still Need a Basic Income Guarantee in Canada?](#), Northern Policy Institute, Research Paper No. 22, mai 2017, p. 24.

²³ Bureau du directeur parlementaire du budget, [Établissement du coût d'un revenu de base garanti national à l'aide du modèle de revenu de base de l'Ontario](#), 17 avril 2018.

source, on économiserait les ressources actuellement consacrées aux mesures susceptibles de permettre aux personnes à faible revenu de survivre, mais on ne donnerait pas à ces personnes la capacité d'éviter la pauvreté ou de s'en sortir et d'améliorer leur vie. On estime, par exemple, qu'un investissement dans un revenu minimum garanti pourrait faire diminuer les hospitalisations de 8,5 %²⁴. En 2014, les Canadiens ont dépensé 63,6 milliards de dollars pour les services hospitaliers; une diminution de 8,5 % des dépenses de santé aujourd'hui se traduirait par des économies de 5,4 milliards de dollars²⁵. On pourrait faire les mêmes projections pour les frais liés à la police et aux prisons ainsi que pour les frais de justice. Notre société serait plus saine pour tous. En outre, comme les adultes sont mieux à même de conserver, de trouver ou de créer des emplois et d'acheter ce dont ils ont besoin pour la vie quotidienne dans leur collectivité, l'argent retourne dans l'économie, un effet reconnu des prestations pour enfants²⁶.

Il est clair que c'est possible, alors quels facteurs devons-nous considérer?

La section suivante présente certaines des questions clés et des idées fausses sur le revenu minimum garanti et y répond. Les préoccupations les plus courantes soulevées ne sont pas des raisons de s'opposer au revenu minimum garanti. Elles mettent plutôt en évidence certaines des questions qu'il est important de prendre en compte dans la conception technique de toute initiative.

Questions liées aux champs de compétence

- Responsabilités fédérales, provinciales et territoriales

Au Canada, l'aide sociale, l'éducation et les soins de santé relèvent de la responsabilité légale des provinces et des territoires, qui, par conséquent, les administrent. Toutefois, le gouvernement fédéral gère les programmes nationaux de sécurité du revenu tels que l'ACE, la SV et le SRG, l'assurance-emploi (AE), et, sauf pour le Québec, le Régime de pensions du Canada. Le gouvernement fédéral est également responsable des programmes sociaux destinés aux Premières Nations vivant dans les réserves, tandis que certaines communautés autochtones conservent leurs propres formes traditionnelles de gouvernance. Une initiative nationale de revenu national de subsistance garanti nécessiterait une coopération entre ces diverses instances, comme cela a été le cas pour le développement de nos systèmes de soins de santé et d'allocations familiales nationales. Il pourrait être très avantageux pour les gouvernements provinciaux et territoriaux de le faire, ainsi que pour les municipalités, car les conséquences de la pauvreté et de l'insécurité pèsent lourdement sur leurs budgets.

- Gouvernance autochtone

²⁴ Alex Himelfarb et Trish Hennessy, [Basic Income: Rethinking Social Policy](#), Centre canadien de politiques alternatives, octobre 2016 [DISPONIBLE EN ANGLAIS SEULEMENT].

²⁵ *Ibid.*

²⁶ Canadian Centre for Economic Analysis, [Economic Contribution of the Canada Child Benefit: A Basic Income Guarantee for Canadian Families with Children](#), septembre 2019.

Les peuples autochtones ont été déplacés et marginalisés en raison d'une multitude de lois, politiques, programmes et services coloniaux mis en place par le gouvernement canadien. L'un des appels à la justice de l'Enquête sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées était « d'établir un programme de revenu annuel garanti pour tous les Canadiens, y compris les Autochtones, afin qu'ils puissent répondre à tous leurs besoins sociaux et économiques. Ce revenu doit tenir compte des divers besoins, réalités et emplacements géographiques²⁷. » La mise en œuvre d'un revenu minimum garanti pour les Premières Nations, les Métis et les Inuits pose des problèmes de champs de compétence supplémentaires et doit se faire dans la reconnaissance et le respect de l'autonomie gouvernementale²⁸. Ce processus dépendrait de la consultation des dirigeants des Premières Nations, des Métis et des Inuits, des gardiens du savoir et des gouvernements.

- Engagements internationaux

Il est également important de s'assurer que le revenu minimum garanti est élaboré conformément à des normes internationales telles que les Objectifs de développement durable des Nations Unies²⁹, la *Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones*³⁰, le *Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels* et la *Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes*³¹.

Critères du revenu

Cette approche, où les prestations sont basées sur les revenus, sans être soumises à d'autres conditions ou exigences comportementales (comme l'emploi ou la nécessité d'être presque démuné avant de pouvoir prétendre à l'aide), permet aux bénéficiaires de ne pas épuiser tous leurs avoirs pour être admissibles au revenu minimum garanti. Toutefois, les critères du revenu nécessiteraient un resserrement de la réglementation fiscale afin de garantir que les personnes fortunées ne tentent pas d'établir leur admissibilité au revenu minimum garanti en dissimulant leurs actifs et leurs revenus. L'évasion fiscale et les boucliers fiscaux sont des problèmes qui existent déjà et qui contribuent à des avantages injustes au sein du régime fiscal. L'évaluation et la correction des problèmes d'évasion fiscale doivent aller de pair avec la mise en œuvre du revenu minimum garanti.

Protection des travailleurs

Bien qu'un revenu minimum garanti puisse contribuer à fournir un revenu aux travailleurs dont la situation d'emploi est précaire, il ne doit pas réduire la responsabilité des employeurs ou des entreprises envers les travailleurs. Alors que la nouvelle économie de l'intermittence continue d'évoluer, les dispositions en matière de salaires et d'avantages sociaux et le droit

²⁷ *Réclamer notre pouvoir et notre place : Rapport final de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées*, 2019, vol. 1b, <https://www.mmiwg-ffada.ca/wp-content/uploads/2019/06/Rapport-final-volume-1b.pdf>.

²⁸ Daniel Wilson et David MacDonald, *The Income Gap Between Aboriginal Peoples and the Rest of Canada*, Centre canadien de politiques alternatives, avril 2010, <http://www.policyalternatives.ca/sites/default/files/uploads/publications/reports/docs/Aboriginal%20Income%20Gap.pdf> [DISPONIBLE EN ANGLAIS SEULEMENT].

²⁹ Nations Unies, *Objectifs de développement durable*, <https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/>.

³⁰ *Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones*, septembre 2007, https://www.un.org/esa/socdev/unpfii/documents/DRIPS_fr.pdf (plus particulièrement l'article 21).

³¹ *Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels* (entré en vigueur le 3 janvier 1976), <https://www.ohchr.org/FR/ProfessionalInterest/Pages/CESCR.aspx>.

du travail doivent également être renforcés pour protéger les travailleurs de manière adéquate.

Pressions inflationnistes

Étant donné qu'un revenu minimum garanti est essentiellement une redistribution des revenus, il est peu probable qu'il ait un effet inflationniste global; aucun effet significatif n'a été identifié pour les prestations aux personnes âgées ou pour les enfants. Une forte inégalité a été associée à une pression à la hausse sur les coûts, en particulier dans le domaine du logement, de sorte qu'une réduction progressive des inégalités pourrait avoir un effet modérateur.

Un revenu national de subsistance garanti pourrait être indexé sur le coût de la vie et les prix à la consommation. Au besoin, on pourrait également envisager de régler les prix du logement et d'autres services essentiels, tels que les loyers, la garde d'enfants et l'épicerie, afin d'éviter tout risque de hausse abusive des prix en raison d'une augmentation prévue des revenus des ménages.

Problèmes relatifs aux déclarations de revenus

Comme l'expérience de la PCU et des prestations connexes l'a révélé, la gestion d'un revenu minimum garanti par le biais du régime fiscal canadien réduirait la bureaucratie et l'inefficacité de l'administration actuelle de l'aide sociale, garantissant que les personnes ayant des besoins de revenus similaires ne sont pas soumises à des conditions différentes et que personne n'est laissé pour compte.

À l'heure actuelle, on estime que 12 % des Canadiens en âge de travailler ne font pas de déclaration de revenus. La plupart sont issus de ménages à faible revenu³². Il y a plusieurs raisons pour lesquelles les gens, en particulier ceux issus de communautés marginalisées, ne font pas de déclaration de revenus. Parmi ces facteurs, on peut citer le manque de connaissances financières, des procédures de demande complexes et envahissantes, un statut d'exonération fiscale et une méfiance générale à l'égard du gouvernement fédéral³³. Les discussions avec les bénéficiaires du projet pilote de revenu minimum garanti de l'Ontario ont révélé des niveaux très élevés de méfiance et de peur envers le gouvernement parmi ceux qui avaient été prestataires de l'aide sociale.

Une étude qualitative de l'Agence du revenu du Canada (ARC) a mis en évidence un certain nombre d'expériences négatives pour les peuples autochtones liées au contact avec l'ARC, à la déclaration de revenus et à la disponibilité de crédits d'impôts et de prestations³⁴, qui contribuent à réduire les taux de déclaration de revenus. Parmi les recommandations issues

³² Jennifer Robson et Saul Schwartz, [Dear Canada Revenue Agency, Please File My Taxes For Me!](#), First Policy Response, 22 avril 2002.

³³ Monique Scotti, « Indigenous Canadians Face Barriers, Challenges at Tax Time: Report », *Global News*, 7 septembre 2017, <https://globalnews.ca/news/3724663/indigenous-canadians-face-barriers-challenges-at-tax-time-report/>.

³⁴ Phoenix Strategic Perspectives Inc, *Recherches qualitatives : Expériences des collectivités autochtones relativement à la production des déclarations de revenus*, Agence du revenu du Canada, juin 2017, https://epe.lac-bac.gc.ca/100/200/301/pwgsc-tpsgc/por-ef/canada_revenue_agency/2017/040-16-f/rapport.pdf.

de cette étude, l'ARC devrait créer des formulaires plus conviviaux, fournir une assistance aux personnes qui déclarent leurs revenus dans les réserves et utiliser un langage plus facile à comprendre dans les formulaires et les documents. Ces options simples et faciles à mettre en œuvre faciliteraient également l'utilisation du système de l'ARC pour administrer un programme de revenu minimum garanti. Chose certaine, le processus ne serait pas plus compliqué, mais serait beaucoup moins stigmatisant et incertain que les exigences actuelles pour demander l'aide sociale³⁵.

Stigmatisation, préjugés et discrimination

Malgré l'absence de preuves, l'un des principaux arguments avancés pour s'opposer à un revenu minimum garanti est que nous risquons de décourager les gens de travailler et, pire encore, de créer des communautés de fainéants. De telles attitudes sont ancrées dans les préjugés discriminatoires à l'encontre des pauvres et perpétuent des stéréotypes méprisants fondés sur la classe et la race.

Comme l'ont révélé le projet pilote Mincome au Manitoba³⁶ et le projet pilote sur le revenu minimum garanti en Ontario, les personnes qui ont « choisi » de ne pas travailler l'ont fait parce qu'elles s'occupaient d'autres personnes (enfants, personnes âgées ou handicapées) ou parce qu'elles suivaient une formation de recyclage ou d'autres formes d'éducation, généralement dans le but d'accroître leurs chances d'obtenir un emploi viable. Certains pensent qu'un programme de revenu minimum garanti pourrait inciter les femmes à quitter le marché du travail et à rester à la maison. Si ces préjugés sexistes peuvent effectivement être exacerbés, rien ne prouve qu'un tel programme encouragerait des attitudes aussi misogynes à l'égard des femmes et de leur place sur le marché du travail³⁷. Au contraire, le fait que ces mentalités persistent souligne que le revenu minimum garanti ne saurait remplacer la mise en place de mesures solides visant à garantir l'équité en matière d'emploi, des lieux de travail sûrs et sans harcèlement, et des services universels de garde d'enfants, et qu'il doit aller de pair avec de telles mesures. Comme les bénéficiaires actuels de la PCU, de la SV, du SRG et de l'ACE, les participants aux projets pilotes ont également déclaré que le revenu peut leur donner un sentiment d'autonomie, soulager leur anxiété, leur permettre de parfaire leurs compétences et leur éducation, et accroître leurs liens sociaux et leur sentiment de dignité en général³⁸.

³⁵ Homeless Hub, [Government Benefits](#).

³⁶ Evelyn Forget, « The Town with No Poverty: The Health Effects of a Canadian Guaranteed Annual Income Field Experiment », *Analyse de politiques*, vol. 37, n° 3, 1^{er} octobre 2011.

³⁷ Selon Evelyn Forget, puisque le revenu minimum garanti est inférieur à ce que de nombreuses femmes sont en mesure de gagner par un travail rémunéré, le seul cas où le revenu minimum garanti pourrait inciter les femmes à rester à la maison est celui des femmes qui occupent des emplois au salaire minimum, dont l'avancement professionnel ne sera pas sensiblement affecté par une interruption de travail et où les coûts liés au travail, y compris les frais de garde d'enfants, sont élevés. Elle donne l'exemple d'une mère célibataire touchant le salaire minimum qui pourrait prendre congé pour élever ses enfants et qui pourrait trouver un emploi équivalent lorsqu'elle retournera sur le marché du travail. Le résultat le plus probable, conclut-elle, est qu'un revenu minimum renforcera l'autonomie des femmes à faible revenu en leur offrant des choix et des possibilités supplémentaires. *Basic Income for Canadians: The Key to a Healthier, Happier, More Secure Life for All*, Toronto, James Lorimer & Company Ltd., 2018, p. 103 ff.

³⁸ Réseau canadien pour le revenu garanti, [Signposts to Success : Report of a BICN Survey of Ontario Basic Income Recipients](#), 2019 [DISPONIBLE EN ANGLAIS SEULEMENT], Jessie Golem, *Humans of Basic Income*, <https://www.jessiegolem.com/humans-of-basic-income>.

Un revenu minimum garanti a pour but d'aider les personnes lorsqu'elles se trouvent dans des situations instables sur le plan économique. Des millions de Canadiens ont été plongés dans de telles circonstances à cause de la pandémie, et beaucoup d'autres ont connu et connaîtront d'autres crises épisodiques ou des difficultés plus chroniques. Plutôt que de perpétuer les désavantages économiques, un revenu minimum garanti ou un revenu minimum offrirait aux gens des options pour s'en sortir.

Conclusion

Comme l'a révélé la crise de la COVID-19, le Canada doit remédier à l'inégalité d'accès des Canadiens aux soins de santé et aux aides économiques. Le gouvernement canadien a fait preuve d'un leadership louable en mettant en œuvre des initiatives telles que la PCU et des mesures de subvention salariale, et en s'adaptant rapidement lorsque des lacunes ont été constatées. Mais de nombreux Canadiens n'ont toujours pas accès à ce dont ils ont besoin. À l'avenir, nous devons veiller à ce que tout le monde soit traité équitablement et à ce que personne ne soit laissé pour compte.

Le revenu minimum garanti pourrait contribuer à assurer à tous les résidents du Canada l'accès à l'égalité des chances³⁹ et aux moyens de réaliser pleinement leur potentiel, en plus d'atténuer les effets paralysants de la pauvreté⁴⁰ et de faciliter l'accès à la sécurité financière, à des résultats améliorés en matière de santé et d'éducation, à l'intégrité physique et psychologique⁴¹, à un niveau de stress réduit et à l'amélioration générale du bien-être⁴².

³⁹ Margot Young et James P Mulvale, [Possibilities and Prospects: The Debate over a Guaranteed Income](#), Centre canadien de politiques alternatives, novembre 2009, p. 12 à 16 [DISPONIBLE EN ANGLAIS SEULEMENT].

⁴⁰ Evelyn Forget, *Basic Income for Canadians: The Key to a Healthier, Happier, More Secure Life for All*, Toronto, James Lorimer et Company Ltd., 2018, p. 72.

⁴¹ Gwen Brodsky et Shelagh Day, « Beyond the Social and Economic Rights Debate: Substantive Equality Speaks to Poverty », *CJWL/RFD*, 2002, vol. 14, p. 184 à 188.

⁴² Réseau canadien pour le revenu garanti, [Signposts to Success : Report of a BICN Survey of Ontario Basic Income Recipients](#), 2019 [DISPONIBLE EN ANGLAIS SEULEMENT].